

## **Autres opérations**

---

## **Fusions et scissions**

---

**BNP PARIBAS**

Société Anonyme au capital de 2.499.597.122 €  
Siège social: 16 Boulevard des Italiens  
75009 PARIS  
662 042 449 RCS PARIS  
(société absorbante)

**VON ESSEN Bank GmbH**

Société à responsabilité de droit allemand au capital de 128.000.000 €  
Siège social : Huyssenallee 86-88  
45128 ESSEN (Allemagne)  
Immatriculation au registre du Tribunal local de Essen sous le numéro d'identification HRB 27238  
(Société absorbée)

En date du 6.11.2018, il a été établi un projet de fusion par voie d'absorption de VON ESSEN Bank GmbH par la société BNP PARIBAS.

La société VON ESSEN Bank GmbH apporterait la totalité de son actif à la date de la réalisation, évalué à titre indicatif au 31.12.2017 à 2.006.559k€, à charge pour BNP PARIBAS de prendre en charge la totalité de son passif à la date de réalisation, évalué à titre indicatif au 31.12.2017, à 1.827.791k€, soit un actif net apporté estimé au 31.12.2017, à 178.768k€.

BNP PARIBAS détenant à la date du dépôt du projet de traité de fusion au greffe du tribunal de commerce la totalité des parts émises et libérées de VON ESSEN Bank GmbH et s'engageant à les détenir jusqu'à la date de réalisation, il n'y aura lieu à aucune rémunération, ni à aucune augmentation de capital de cette dernière, et par conséquent à aucun calcul de rapport d'échange.

Etant donné que cette fusion ne donnera lieu à aucune rémunération, aucune prime de fusion ne sera constatée.

Le projet de fusion a été déposé au Tribunal de commerce de PARIS le 9.01.2019, au nom de BNP PARIBAS et a été publié dans le « Bundesanzeiger » le 12.11.2018 pour la société VON ESSEN Bank GmbH.

Les créanciers de la société BNP PARIBAS peuvent former opposition devant le Tribunal de commerce de Paris dans les 30 jours de la dernière insertion prévue par l'article R.236-15 du Code de commerce.

Les créanciers de la société VON ESSEN Bank GmbH peuvent faire valoir leur créance par écrit, en en indiquant le bien-fondé ainsi que son montant dans les 2 mois suivant la publication de la fusion, conformément à la section §122j de l'article 1 de la loi allemande sur les transformations de sociétés (Umwandlungsgesetz).

Les informations sur les modalités d'exercice de leurs droits par les créanciers sont mises à leur disposition, sans frais, aux sièges sociaux respectifs des sociétés participantes.